



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Juin 2004

Volume 3, Numéro 5

LIGNE DE FOND	1
Négociations Sur L'Agriculture: Les Membres Toujours Divisés Sur L'Accès Aux Marchés	1
NOUVELLES DE L'OMC	6
L'UE Diffuse Ses Premières Communications Dans Le Différend Relatif Aux OGM	6
Conseil Des ADPIC : Les Membres Reportent L'Adoption Définitive De L'Accord Sur L'Accès Aux Médicaments	7
Le Groupe Spécial De L'OMC Sur Le Coton Donne Raison Au Brésil	9
SUR LE FIL	9
Afrique De L'Ouest : Les Etats-Unis Poussent Les Pays De La CEDEAO A S'Ouvrir Aux OGM	9
CNUCED XI : Plaidoyer Pour Un Commerce Au Service Du Développement Et La Coopération Sud-Sud	12
Le G-8 Débat Du Commerce Et Du Développement	14
L'UE Vers Une Modification De Son Régime D'Importation De La Banane	15
EVENEMENTS	16
PUBLICATIONS	17

LIGNE DE FOND

Négociations Sur L'Agriculture: Les Membres Toujours Divisés Sur L'Accès Aux Marchés

La session spéciale du Comité de l'agriculture de l'OMC s'est tenue du 2 au 4 juin pour une autre 'semaine de l'agriculture'. A sa suite, les Membres se sont réunis du 23 au 25 juin pour l'avant-dernière session spéciale de négociation du Comité de l'agriculture, dans la période menant à la date butoir de fin juillet. Les Membres ont poursuivi les négociations et les consultations afin de mettre en place un accord cadre avant que les délégués ne se séparent en fin juillet pour les vacances annuelles de l'OMC. Par ailleurs, les Etats Unis ont présenté une formule de réduction tarifaire qui fait la synthèse entre la formule dite harmonisée et la formule suisse.

Lors de la réunion du début juin, les discussions portaient essentiellement sur de nouvelles propositions avancées par les groupes de négociation du G-20, du G-33 et du G-10. Dans son résumé à la fin de la session plénière, le président de la session spéciale du Comité de l'agriculture, Tim Groser, a déclaré que l'accès aux marchés restait le pilier de négociation " de loin le plus difficile. " Il a déclaré, par contre, qu'il serait à présent en mesure de rédiger une section reflétant " le consensus qui se dégage " sur le soutien interne, en le restituant " à 80% ". Le G-90 qui regroupe les pays les moins avancés et d'autres pays faibles et vulnérables n'a pas encore présenté une position révisée, mais a indiqué pouvoir adopter une proposition conjointe sur l'agriculture lors d'une

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

prochaine réunion ministérielle du G-90, à Maurice.

Groser souligne l'absence d'urgence

A propos de l'esprit général des discussions de la semaine passée, Groser a fait état d'une " atmosphère quasi-professionnelle " et de " la manifestation de l'attachement " des Membres à arriver à un accord cadre d'ici fin juillet. Groser a toutefois estimé que la dynamique n'était pas encore suffisante et a déclaré qu'à son sens, il y avait " trop de confiance " chez les négociateurs, qui semblaient croire que le cadre se créerait tout seul.

Contrairement à ce qui se faisait dans les autres 'semaines de l'agriculture' cette année, Groser a assuré un leadership plus résolu lors des consultations du 2 au 4 juin. Il a organisé - apparemment à la demande du Groupe africain, entre autres - ses propres réunions en groupes restreints pour se rendre compte par lui-même des points sur lesquels les Membres à titre individuel pourraient être flexibles. Groser avait préalablement mis l'accent sur le fait que les Membres devaient régler entre eux leurs divergences et n'a assisté à leurs discussions qu'en tant qu'observateur.

Le G-20, le G-33 et le G-10 présentent de nouvelles propositions

Les discussions lors de cette troisième 'semaine de l'agriculture' après Cancun se sont essentiellement concentrées sur de nouvelles propositions présentées par le groupe G-20 de pays en développement, notamment le Brésil et l'Afrique du sud, le G-10 - qui regroupe essentiellement les pays développés importateurs nets de produits alimentaires - et le groupe G-33 de pays en développement qui défendent les concepts de produits spéciaux ainsi qu'un mécanisme de sauvegarde spéciale en faveur des pays en développement.

La proposition récente du G-20 sur l'accès aux marchés, qui présentait les principes généraux d'une future formule de réduction tarifaire au lieu

de proposer une méthodologie alternative de réduction tarifaire, a été, en règle générale, favorablement accueillie par les Membres clés. Le commissaire européen au commerce, Pascal Lamy, a observé lors d'une conférence aux Pays-Bas, le 31 mai, que la proposition était " constructive et une assez bonne base pour démarrer [la] semaine de discussions sur l'agriculture à Genève ". Par ailleurs, le porte-parole de Lamy, Arancha Gonzalez, a reproché à la proposition du groupe son manque de détails, en particulier sur le point de savoir comment les pays développés devaient réaliser les réductions tarifaires.

Pour sa part, le G-10 - Bulgarie, Chine de Taipei, Corée, Islande, Israël, Japon, Liechtenstein, Maurice, Norvège et Suisse - a présenté une nouvelle communication informelle examinant tous les trois piliers des négociations agricoles : accès aux marchés, soutien interne et concurrence à l'exportation, avec une forte concentration sur le premier pilier. Dans sa réaction préliminaire à la proposition du G-20, le G-10 a fait part de son inquiétude concernant " nombre de ces éléments ", notamment le plafonnement proposé des droits de douane, et la prescription pour les pays développés de fournir un nouvel accès aux marchés effectif pour les produits sensibles à travers une combinaison de réductions tarifaires et de nouveaux engagements en matière de contingents tarifaires - et ceci sans flexibilité pour prendre en compte les préoccupations autres que d'ordre commercial. Toutefois, le groupe a mis l'accent sur le fait qu'il était prêt à débattre " de divers types de formules de réduction tarifaire. " Des membres du G-10 tels que le Japon avaient antérieurement spécifié qu'ils ne seraient pas prêts à accepter une méthodologie de réduction tarifaire autre que la formule 'harmonisée' préconisée par l'UE et les Etats-Unis, qui pourrait protéger certains produits sensibles contre des réductions radicales.

L'Indonésie, le leader du groupe G-33 qui regroupe essentiellement des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, a présenté, au nom du groupe, un nouveau non-document (JOB(04)/65, pas encore en distribution) sur l'accès aux marchés. L'Indonésie a listé un

certain nombre de critères généraux pour une future formule de réduction tarifaire semblable à ceux présentés par le G-20. Toutefois, le G-33 a de nouveau spécifié qu'il n'était pas disposé à accepter de nouveaux engagements en matière de contingents tarifaires pour les pays en développement. Le groupe a également souligné que les pays en développement devraient être en mesure de désigner eux-mêmes les 'produits spéciaux' devant être exemptés de tout engagement de réduction. Le mécanisme de sauvegarde spéciale à mettre en place pour les pays en développement devrait automatiquement s'appliquer aux produits spéciaux. La proposition récente du G-20 a laissé la majeure partie de ces questions ouverte.

Le G-90 œuvre en vue d'une nouvelle position commune sur l'agriculture

Les 18 participants à une 'mini-ministérielle' du G-90, tenue les 3 et 4 juin à Georgetown, en Guyana, ont adopté un ensemble de textes politiques et opérationnels dans le but de les intégrer aux processus consultatifs menant à une réunion ministérielle du G-90 devant se tenir mi-juillet à Maurice. La réunion de Maurice visera l'adoption d'une position commune du G-90 sur l'agriculture pour la prochaine réunion du Conseil général de l'OMC, fin juillet. Le document de Georgetown, fruit d'un consensus - qui s'appuie largement sur des éléments énoncés dans le document de consensus de Kigali, adopté par les membres de l'Union africaine, fin mai - répondrait de manière plus ou moins positive à l'initiative lancée par l'UE pour faire du Cycle un " Round gratuit " pour le G-90. Les participants à la réunion ont appuyé l'idée que les membres du G-90 soient exemptés de tout engagement de réduction tarifaire, de même que la proposition de l'UE selon laquelle les pays en développement avancés devaient assurer aux pays particulièrement faibles et vulnérables un accès aux marchés en franchise de droits et sans contingents.

Le ministre du commerce du Brésil, Celso Amorim, qui coordonne le G-20, participait également à la réunion, et a appelé le G-90 à constituer un front commun avec d'autres pays en

développement, en avertissant que même si la proposition de l'UE pouvait être " tentante à première vue, [elle] pourrait créer une discrimination permanente entre les participants à part entière et d'autres membres relégués à un rôle secondaire ". Il a également mis en garde contre le fait que l'UE défendait certes l'exemption des membres du G-90 de nouveaux engagements multilatéraux, mais qu'elle " exigerait des niveaux de concessions équivalents ou même supérieurs " dans ses négociations d'accords de partenariat économique bilatéraux (APE) avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique)

Le G-90 est une alliance qui regroupe la plupart des membres de l'Union africaine, des ACP et des PMA. La réunion ministérielle de Maurice, destinée à consolider les positions de négociation de différentes composantes du groupe, est fixée du 12 au 16 juillet.

Groser dément l'intention de produire un projet Cadre

Démarrant les trois jours de consultations du 23 au 25 juin, Tim Groser a démenti les informations récentes parues dans la presse selon lesquelles il était sur le point de produire un projet de cadre durant ou après les négociations. " Je serais totalement perdu s'il m'était demandé de le faire cet après-midi ", a déclaré le président aux délégués. Il a reconnu qu'à un certain stade, il lui faudrait produire un projet de cadre, mais que ce texte dépendrait d'une plus grande convergence dans les positions des négociateurs. Il a également précisé qu'il n'essayerait pas de produire un document du " type Harbinson " en inventant des compromis possibles non fondés sur un accord entre les Membres. Il n'avait jusqu'ici pas de position fixe sur la manière de procéder - ceci dépendrait des consultations, a-t-il déclaré.

Évaluant l'évolution récente des discussions globales sur l'agriculture, Groser a salué les diverses communications et réunions au niveau ministériel au cours des derniers mois, mais a fait part de sa déception à propos de la lenteur du processus et du " manque d'intensité " à Genève. Tout en appréciant le leadership dont certains

Membres avaient fait preuve, il a également averti que les discussions devaient avancer beaucoup plus rapidement et que des contributions étaient nécessaires de tous les Membres qui faussent les échanges à travers des droits de douane ou des subventions.

Les FIP poursuivent des consultations plurilatérales

Selon des sources dans les milieux du commerce, le groupe des 'cinq parties intéressées' (Five Interested Parties - FIP) - à savoir les Etats-Unis, l'UE, le Brésil, l'Inde et l'Australie - s'est réuni à la veille de la session spéciale de l'agriculture pour continuer d'œuvrer en vue d'un consensus interne sur les trois piliers de négociation de l'agriculture : l'accès aux marchés, le soutien interne et la concurrence à l'exportation. Sur l'accès aux marchés, de loin la question la plus litigieuse, les Etats-Unis auraient présenté une nouvelle proposition exposant deux options pour une formule de réduction tarifaire. Les deux combindraient l'approche 'harmonisée' (développée par l'ancien président de la session spéciale du Comité de l'agriculture, dans son projet de modalités de 2003), à des éléments de la formule dite 'suisse', qui abaisse tous les droits de douane horizontalement à un plafond maximal, en prenant effectivement en compte les crêtes tarifaires. De plus, les formules proposées intégreraient les préoccupations de pays tels que l'UE, le Japon et la Suisse, qui exigent la flexibilité de protéger un certain nombre de produits 'sensibles' en ne leur appliquant que des réductions tarifaires modérées. Toutefois, la proposition appelle également à un accès aux marchés " effectif " pour les produits sensibles en dehors de la formule, c'est-à-dire à travers l'expansion des contingents tarifaires.

Dans sa réaction initiale au document américain, le Brésil, leader du G-20, a favorablement accueilli l'accent mis, dans la proposition, sur une réduction relativement plus forte sur les droits élevés que sur les droits plus faibles. Toutefois, le G-20 continuait de trouver la proposition " déséquilibrée " dans l'ensemble et refusait de l'accepter. Le G-20 s'est élevé en particulier contre le fait que des éléments de la formule suisse seraient également appliqués

aux pays en développement, une idée rejetée à maintes reprises par l'Inde, membre du G-20, depuis le démarrage des négociations sur les modalités.

Il semblerait que les Etats-Unis veulent faire de leur document un moyen de " traduire en texte spécifique " des points de convergence qui se sont dégagés lors de la réunion des FIP du 13 juin, en marge de la réunion ministérielle de la Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement (CNUCED XI) à Sao Paulo. Selon des sources, les paramètres sur lesquels les ministres se sont mis d'accord, lors de la CNUCED XI, comprenaient une référence à la formule 'harmonisée', avec l'option additionnelle de protéger certains produits 'sensibles'. Les ministres avaient également décidé que tous les Membres - pays développés et pays en développement - seraient soumis à la même méthodologie générale de réduction tarifaire.

Progrès dans les discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles dans l'attente d'une avancée dans l'agriculture

Le groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles a tenu des sessions formelles les 9 et 11 juin derniers, entrecoupées de réunions informelles des Membres entre ces sessions. Les Membres ont continué à débattre de la formule de réduction tarifaire pour les produits industriels, afin de convenir d'un ensemble de proposition d'ici fin juillet. Les discussions se sont également concentrées sur les voies et moyens de prendre en compte les pays plus faibles et plus vulnérables et sur les obstacles non-tarifaires. Sous l'égide des Etats-Unis, du Canada et de Hong Kong, un nombre limité de Membres se sont réunis en vue de débattre d'options pour examiner des initiatives tarifs zéro dans des secteurs où il y avait une " masse critique " pour appuyer une telle approche.

Le " texte de Derbez " probable comme base de l'accord

Durant leur série de négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, les

Membres ont continué l'examen d'une formule de réduction tarifaire appropriée. Selon des sources dans les milieux du commerce, l'on a vu au cours des réunions que les Membres étaient plus à l'aise par rapport au " texte de Derbez " - le projet actuellement en cours d'examen mais jamais adopté à Cancun.

Bien que personne ne soit entièrement satisfait du texte de Derbez, celui-ci pourrait, selon un délégué à l'OMC, laisser assez d'espace de manœuvre tant aux pays en faveur d'une formule très ambitieuse qu'aux pays qui recherchent une flexibilité significative. Toutefois, un accord n'est attendu qu'une fois que des progrès auront été réalisés dans l'agriculture, actuellement au cœur des discussions de l'OMC.

Pas de consensus sur les pays faibles et vulnérables
La question de savoir comment prendre en compte les pays faibles et vulnérables dans les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles est également en cours de discussion. Suite à une lettre envoyée le 10 mai dernier aux Membres de l'OMC par Pascal Lamy et Franz Fischler, les commissaires européens au commerce et à l'agriculture, http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-05/story1.htm, les Membres ont eu des divergences sur la manière de mettre en application les principes qui appuient les préoccupations des Membres les plus pauvres de l'OMC. La lettre de Lamy/Fischler avait suggéré que les pays les plus faibles ne devraient pas être tenus d'ouvrir davantage leurs marchés, mais seulement de consolider leurs tarifs existants. Cette suggestion avait provoqué un certain malaise dans le groupe de l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, à la fois en raison de la différenciation implicite et peu précise entre pays en développement, et parce que certains Membres estimaient que la question devait faire partie d'autres questions de développement plutôt que de l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles spécifiquement.

Concertation des Membres sur une approche sectorielle

Le 11 juin, les Etats-Unis, le Canada et Hong Kong ont organisé une réunion plurilatérale pour examiner une approche de " masse critique " de l'élimination des droits de douane sur certains produits et susciter l'appui des Membres à cette approche, dans le cadre des discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles. Les Emirats arabes unis avaient également présenté une proposition d'élimination des droits de douane sur l'aluminium à la réunion formelle sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles. Un certain nombre de pays en développement, tel que le Brésil, qui avait adopté une position négative vis-à-vis de cette approche, ont déclaré que tout mouvement devrait dépendre de résultats positifs dans l'agriculture et dans le reste des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles. A la suite de la réunion, les Etats-Unis ont indiqué que l'approche de la " masse critique " suscitait de plus en plus d'appui.

Les discussions sur les obstacles techniques au commerce restent à un niveau général

Le paragraphe 16 de la Déclaration de Doha spécifie que les pays conviennent de " négociations qui viseront, selon des modalités à convenir, à réduire ou, selon qu'il sera approprié, à éliminer les droits de douane, y compris à réduire ou éliminer les crêtes tarifaires, les droits élevés et la progressivité des droits, ainsi que les obstacles non tarifaires, en particulier pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en développement. "

La question des obstacles non tarifaires a toutefois bénéficié de peu d'attention, car les Membres ont consacré la majeure partie de leurs efforts à la recherche d'un accord sur une formule de réduction tarifaire. Notant qu'un débat avait émergé durant la série antérieure de discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, le président Stefan Johannesson (Islande) a invité les Membres à s'exprimer sur la manière dont les obstacles non tarifaires pouvaient être traités. Les Membres qui ont récemment présenté des notifications sur cette question ont également fourni des informations générales sur leurs expériences. Dans l'ensemble, les Membres ont

estimé qu'il leur fallait plus de temps pour examiner les obstacles non tarifaires. A ce stade, ils ne sont pas d'accord sur le point de savoir où et comment traiter les obstacles techniques au commerce, dans le groupe de l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, dans le Comité des obstacles techniques au commerce ou dans une combinaison des deux. Plusieurs pays ont également estimé qu'il leur fallait davantage de contributions de leurs industries sur la situation sur le terrain, ainsi que l'implication de leurs industries. Faisant la récapitulation des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, le 11 juin, le président Johannesson a noté que les progrès sur cette question étaient liés à une avancée dans l'agriculture. Il a toutefois mis l'accent sur le fait qu'il était essentiel pour le groupe de l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles de faire avancer ses travaux afin d'être prêt à apporter sa contribution à un ensemble de propositions éventuel en juillet.

La prochaine session des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles est en principe fixée du 6 au 8 juillet.

NOUVELLES DE L'OMC

L'UE Diffuse Ses Premières Communications Dans Le Différend Relatif Aux OGM

L'UE a défendu ses politiques en matière d'Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) dans sa première communication écrite, dans le différend initié par les Etats-Unis visant le moratoire de l'UE sur l'homologation et la commercialisation des produits biotechnologiques.

Dans la communication du 17 mai dernier, l'UE a mis en évidence les risques associés aux OGM, identifiés dans divers rapports et évaluations scientifiques tels que des essais de terrain britanniques conclu en septembre 2003. La

soumission attirait également l'attention sur les mesures de précaution plus strictes adoptées par d'autres pays, y compris l'interdiction totale des OGM. Selon l'UE, ceci démontrait le caractère raisonnable de l'approche plus nuancée de l'Union. En outre, pour contrer l'argument avancé par les Etats-Unis, selon lequel les produits biotechnologiques étaient sûrs, l'UE a souligné que la pratique et les rapports d'institutions telles que l'Organisation Mondiale de la Santé, de conventions internationales telles que le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques et des cadres réglementaires nationaux (sur la prévention des risques biotechnologiques), allaient dans le sens d'une conclusion contraire. Enfin, l'UE s'est demandée si l'OMC était le forum approprié pour résoudre toutes les questions relatives aux OGM soulevées dans ce différend. Selon l'Union, la 'coopération internationale' aurait été le canal approprié pour établir un cadre international solide en vue de la prise en compte de certaines des questions.

" La mesure mise en cause "

L'UE a soutenu n'avoir ni adopté un 'moratoire' sur l'homologation des OGM, ni suspendu l'application de sa législation relative aux OGM. Selon l'UE, le fait que les parties plaignantes n'aient pas été en mesure d'identifier un instrument ou un texte dans lequel un 'moratoire' était mis en application était la preuve de cette affirmation. De plus, une pratique non énoncée dans un document ne peut être une mesure pouvant donner lieu à contestation. Ceci étant le cas, a soutenu l'UE, la cohérence de la législation en matière d'OGM de l'Union, ses systèmes d'approbation et l'interdiction de la commercialisation ne relevaient pas de la compétence du groupe spécial, qui devait limiter ses constatations aux 'mesures' identifiées dans la demande d'établissement de groupe spécial par les Etats-Unis. Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les Etats-Unis avaient proposé au groupe spécial d'examiner les " moratoires généraux et par produits " de l'UE. Voir document WT/DS291/23

Champ de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires

L'UE a soutenu que les OGM étaient trop complexes pour être couverts par le seul Accord de l'OMC sur les Mesures sanitaires et Phytosanitaires (SPS). L'Union concédait, toutefois, que certains aspects de son approche des OGM entraient dans le champ de l'Accord SPS - en particulier l'affirmation des Etats-Unis selon laquelle la 'mesure' causait un 'retard injustifié' pour l'homologation des produits OGM dans l'UE. Selon l'Union, d'autres aspects de ses politiques relatives aux OGM entraient dans le champ de l'Accord de l'OMC sur les Obstacles Techniques au Commerce et de l'article XX du GATT de 1994 (Exceptions générales). En particulier, l'UE a soutenu que les risques environnementaux, certains risques sanitaires et la conservation de la biodiversité - que sa législation cherche à prendre tous en compte - n'étaient pas couverts par l'Accord SPS et qu'ils devraient plutôt être réglementés de manière adéquate par le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques. En conséquence, l'UE a vivement invité le groupe spécial à interpréter et à appliquer les Accords de l'OMC pertinents avec comme toile de fond les normes pertinentes du droit international, en dehors du contexte de l'OMC.

" Retard injustifié "

Dans leurs communications, les Etats-Unis ont soutenu que l'UE contrevenait à ses obligations aux fins de l'Accord SPS, qui prévoit que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation devraient être entreprises sans retard injustifié. L'UE a réfuté tout 'retard injustifié', en déclarant que son processus d'homologation était lent parce que des demandes de renseignements supplémentaires avaient été soumises aux requérants à différents stades. Selon l'UE, ces demandes étaient justifiées sur la base de l'évaluation des risques, de leur gestion et de la communication y afférentes, approuvées par la communauté internationale. En outre, l'UE a noté que ses procédures étaient uniquement provisoires et qu'elles étaient justifiées sur la base de l'insuffisance des preuves scientifiques et de

l'adaptation de ses directives à la lumière de l'évolution de la science et du débat politique et social sur les OGM.

Evaluation des risques

L'UE a souligné que les Etats-Unis n'avaient pas contesté l'évaluation des risques sur laquelle les mesures de sauvegarde des Etats Membres de l'UE étaient fondées. L'UE a néanmoins fait valoir que les mesures étaient compatibles avec les dispositions de l'Accord SPS sur l'évaluation des risques, à savoir qu'elles étaient provisoires, temporaires et fondées sur le principe de précaution, en attendant une pleine évaluation au niveau européen. Elles étaient également maintenues par les Etats Membres sur la base des informations scientifiques disponibles et au regard de preuves scientifiques insuffisantes. L'UE a mis l'accent sur le fait qu'elle était en train de rechercher des renseignements supplémentaires nécessaires pour une évaluation plus objective des risques posés par les OGM.

Le groupe spécial sur les OGM doit tenir sa première réunion de fond dans les prochaines semaines. Lors de cette réunion, les Etats-Unis et d'autres parties plaignantes présenteront leurs arguments et l'UE aura l'opportunité d'y répondre. Les autres parties plaignantes dans ce différend sont l'Argentine et le Canada.

Dans le même contexte, diverses associations de la société civile et des universitaires ont présenté au groupe spécial de l'OMC des documents non sollicités (Amicus Curiae Briefs), exposant leurs arguments juridiques et divers intérêts et préoccupations relatifs à ce différend.

**Conseil Des ADPIC : Les Membres
Reportent L'Adoption Définitive De
L'Accord Sur L'Accès Aux Médicaments**

Le conseil des ADPIC s'est réuni le 16 juin dernier sous la présidence de Joshua Low (Hong Kong) pour tenter de faire avancer les dossiers relatifs à

l'accord trouvé en Août 2003 sur l'accès des pays pauvres aux médicaments génériques et la révision de l'article 27.3 b portant sur la brevetabilité du vivant. A cause de l'absence de consensus sur l'applicabilité de l'Accord sur les médicaments avant la date limite du 30 juin 2004, la réunion initialement prévue pour deux jours a été écourtée. La décision majeure qui en est sortie est le report, jusqu'à fin mars 2005, de l'adoption de la mesure devant rendre définitif l'accord trouvé juste avant la conférence ministérielle de Cancun.

La décision reportée, les médicaments génériques toujours inaccessibles pour les pauvres ?

Si l'accord trouvé à l'arrachée en août 2003 pour mettre en place des mécanismes souples pouvant permettre aux pays pauvres n'ayant de capacité pharmaceutique d'importer des médicaments sous " licence obligatoire " avait été salué par d'aucuns, d'autres par contre avaient émis de sérieuses réserves quant à son applicabilité. Voir http://www.ictsd.org/pass_synthese/03-08/wtoinbrief.htm. Ces derniers seraient sur le point d'avoir raison dans la mesure où les membres n'ont pas réussi à trouver un terrain d'entente avant la date du 30 juin 2004 pour transformer l'exemption temporaire au droit de propriété intellectuelle en amendement permanent à l'Accord ADPIC. Leur désaccord porte sur des questions techniques. L'Union Européenne a accusé certains membres du Conseil de chercher à renégocier l'accord en remettant sur la table des points déjà écartés des négociations. Avec Taiwan, la Corée, la Suisse, Israël, Hong Kong et la Norvège, l'UE a demandé que la clause d'exemption devienne un amendement permanent, ce à quoi des pays producteurs de génériques comme l'Inde, le Kenya et la Malaisie se sont opposés.

Face à ces divergences et dans le but de ne pas rouvrir un dossier aussi controversé que celui de l'accès aux médicaments, le président Joshua Low a proposé le report de la décision pour laisser aux Membres le temps de mener des consultations supplémentaires.

Pourtant, en dépit du fait qu'il n'y a toujours pas d'accord définitif sur l'accès aux médicaments,

certains pays dont, le Canada, la Suisse, l'Union Européenne et la Norvège ont déjà démarré un processus de changement de leur législation nationale pour prendre en compte la mise en œuvre de l'accord ADPIC. La Norvège a d'ailleurs annoncé avoir entièrement adapté sa législation et appliqué les termes de l'accord, autorisant du coup l'exportation de médicaments génériques vers des pays en crise sanitaire.

Les termes du compromis d'août 2003

Le texte du compromis est proposé par les Etats-Unis et quatre pays en développement particulièrement concernés par ce dossier - le Brésil et l'Inde, pays producteurs de médicaments génériques, et le Kenya et l'Afrique du Sud, pays durement frappés par le sida -, reprend le texte de décembre 2002 (voir Passerelles Synthèse Mensuelle, Vol. 1 No 10. http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-12/story1.htm) en lui adjoignant une " déclaration du président " du Conseil Général. Ce texte stipule que la nouvelle réglementation devra être utilisée " de bonne foi " afin de protéger la santé publique, et non à des fins commerciales. Elle ajoute que les médicaments génériques produits dans les pays en développement ne devront pas se retrouver sur les marchés des pays riches. Les pays s'engagent aussi, à ce que les médicaments à prix réduits arrivent à leur destination sans être revendus à des pays développés ou ceux possédant la capacité de les produire eux-mêmes. Le texte adopté contient ainsi diverses clauses prévues pour éviter le détournement du système au détriment de la protection des brevets dans les pays riches.

Contrairement à certains négociateurs et des représentants de l'industrie pharmaceutique qui avaient à l'époque parlé d'un accord équilibré, plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) avaient exprimé des doutes sur la portée pratique de l'accord. Médecins sans frontières et Oxfam l'avaient estimé trop compliqué à appliquer et légalement peu clair. Pour eux, il s'agit de " vingt pages pleines de clauses compliquées, contradictoires et ambiguës ", qui vont décourager les investisseurs. Les pays pauvres n'auront pas d'autre choix que d'acheter des médicaments au

prix fort, s'ils veulent soigner leur population, avaient-ils ajouté. C'est toujours le cas, pour encore neuf mois au moins.

Sources : AFP, Passerelles, OMC.

Le Groupe Spécial De L'OMC Sur Le Coton Donne Raison Au Brésil

Le Groupe Spécial de l'OMC sur le coton vient d'entériner son rapport intérimaire d'Avril dernier qui déclarait les subventions américaines illégales. Voir http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-04/story1.htm

Pour le moment, le Rapport final a été exclusivement notifié aux deux parties en conflit : Le Brésil et les USA. Selon la pratique de l'OMC, le rapport sera mis à la disposition du public dans les semaines à venir, après sa traduction dans les trois langues de travail de l'Organisation. Le Groupe Spécial a affirmé que les subventions accordées aux cotonculteurs américains par leur gouvernement entre 1999 et 2002 dans le cadre de divers, tels que les crédits à l'exportation ou les paiements directs, favorisaient la diminution des prix sur le marché mondial et portaient un préjudice grave aux intérêts commerciaux du Brésil. Il a été enjoint aux USA de les retirer au plus tard en Juillet 2005.

Les Etats Unis ont d'ores et déjà indiqué qu'ils feront appel de cette décision devant l'Organe d'Appel de l'OMC.

Nous reviendrons plus largement sur cette affaire dans notre prochain numéro.

SUR LE FIL

Afrique De L'Ouest : Les Etats-Unis Poussent Les Pays De La CEDEAO A S'Ouvrir Aux OGM

Quatre chefs d'Etat et environ 400 délégués venus des Quinze pays membres de la CEDEAO ont pris part à une conférence internationale sur les avantages de la biotechnologie et des organismes génétiquement modifiés (OGM), organisée du 21 au 23 juin à Ouagadougou, au Burkina Faso, par le gouvernement américain.

" Maîtriser la science et la technologie en vue d'accroître la productivité agricole: perspective ouest-africaine ". C'est là le thème général débattu lors de cette conférence qui s'est donnée pour but de combler le déficit d'informations et de combattre les préjugés sur la biotechnologie, notamment les OGM. Pour persuader les pays d'Afrique de l'ouest qu'ils ont tout à gagner dans la révolution biotechnologique en cours, les Etats-Unis ont adopté pour la conférence une méthode alliant tables rondes, ateliers et expositions portant sur des cultures de plein champ, la résistance des plantes génétiquement modifiées à la sécheresse et aux maladies végétales etc.

Mais en dépit de l'exposition de leurs pays aux sécheresses répétitives, aux maladies végétales, aux pénuries céréalières et à la disette, les quatre chefs d'Etat présents à la conférence sont restés prudents vis-à-vis des OGM et de leurs risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement, en l'absence d'une preuve scientifiquement établie de non-nocivité. Il s'agit des Présidents Amadou Toumani Touré du Mali, Mamadou Tandia du Niger, John Kuffuor du Ghana et Blaise Compaoré du Burkina Faso, même si ce dernier, plus que les autres, semble être sensible aux arguments américains. Le Burkina Faso, est en effet l'un des rares pays de la CEDEAO à avoir entrepris avec la firme américaine Monsanto des essais d'OGM dans le domaine du coton.

Le Burkina Faso se lance dans les essais transgéniques et s'allie avec Monsanto

Le Burkina Faso, premier pays sahélien à avoir lancé en juin 2003 des essais de culture de coton transgénique, va continuer à accroître sa production d' "or blanc " en attendant les résultats des tests menés dans certaines régions du pays. Les essais du *Bacillus thuringiensis* ou coton " BT ", une variété transgénique présentée comme plus résistante, sont menés en " champ isolé " par la firme américaine Monsanto et l'Institut National pour l'Environnement et la Recherche Agricole (INERA). La firme suisse Syngenta mène aussi des essais sur un autre coton transgénique de type " VIP ".

Le Burkina Faso serait intéressé par les performances du coton transgénique en Egypte et en Afrique du Sud, et multiplie depuis quatre ans les contacts avec les laboratoires internationaux dans l'espoir de se doter de cette technologie de pointe pour développer la culture du coton, qui représente 60% des recettes publiques et fait vivre 4 millions de personnes. Mais selon l'INERA, les résultats des expériences sur le coton transgénique dans les zones de Bobo-Dioulasso (ouest) et de Fada N'Gourma (est) ne seront pas " concluantes avant des années ". Les essais devront notamment prouver " la viabilité " du coton BT dans les conditions climatiques burkinabé et sa capacité à " s'auto-protéger " contre les chenilles *Helicoverpa*, qui compromettent chaque année environ 50% de la production totale.

En attendant, pour conserver ses recettes et son " label ", le gouvernement encourage les 200.000 cotonculteurs du pays à " augmenter graduellement la production et la qualité de leur coton ". Après une récolte de 500.000 tonnes en 2003, la Société des fibres et textiles (Sofitex) mise sur une production de 600.000 tonnes de coton graine en 2004. " Si le Burkina avait adopté le coton OGM, il aurait produit 2 millions de tonnes en 2003 au lieu des 500.000 tonnes ", a estimé Salif Diallo, ministre de l'Agriculture. " Le marché mondial de coton est occupé pour plus de la moitié par le coton OGM (...) l'Afrique ne doit pas attendre d'être le bon dernier ", déclare M. Diallo.

Les effets potentiellement bénéfiques du coton BT pour les agriculteurs en Afrique de l'ouest sont pourtant contestés par plusieurs sources. Dans un rapport publié par l'ONG GRAIN, intitulé " Le coton génétiquement modifié prêt à envahir l'Afrique de l'ouest : il est temps d'agir ! ", il est établi que le coton BT ne réduira pas le recours aux pesticides de manière significative ni n'apportera d'avantages économiques aux agriculteurs de la région. Les cultivateurs locaux de coton, les scientifiques et les ONG consultés pour l'étude disent qu'il serait bien plus efficace pour les institutions publiques de se préoccuper de soutenir les programmes de réduction des pesticides qui ont déjà prouvé leur efficacité et qui ne dépendent pas des technologies étrangères. L'étude menée par GRAIN renforce une autre recherche sur le coton BT menée en Inde intitulée " Le coton BT a-t-il encore échoué en Andhra Pradesh en 2003-2004 ? ". Ce rapport établit que le coton BT augmentait les rendements de manière insignifiante, ce qui n'a pas eu d'incidence sur les profits des agriculteurs cultivant du coton BT qui ont baissé de 9%. Cela contredit directement les données tirées d'une étude menée par AC Nielsen pour Monsanto, qui déclare que les profits des agriculteurs avaient augmenté de 92%.

La société civile tire sur la sonnette d'alarme

Un collectif d'organisations de la société civile burkinabé a jugé que les OGM constituent " un danger " pour l'Afrique et a demandé un " moratoire de 5 ans " avant leur introduction au Burkina Faso. " Devant l'ampleur du danger que représentent les OGM pour notre santé, nos terres et la vie des générations à venir et le risque à très brève échéance de mettre notre production sous dépendance, nous sommes plus qu'interpellés et personnes ne peut rester indifférent aux conséquences qui ne seront pas sélectives ", ont averti une dizaine d'associations dans un communiqué conjoint.

Pour les organisations burkinabé de défense de l'écologie du tiers-monde et les associations de femmes, signataires du texte, " il ne doit pas être permis que pour quelques intérêts immédiats de certains, on hypothèque la santé des hommes, des

animaux et des plantes ". " La consommation de produits finis des biotechnologies est qu'une solution à court terme et sans lendemain, une perpétuation de la dépendance vis-à-vis des multinationales ", insistent ces organisations, qui ne mentionnent toutefois aucune des conséquences potentielles des OGM. En revanche, elles soutiennent que " l'une des causes de la famine est l'inégale répartition de la production " et regrettent qu'aucun thème sur ce sujet ne figure à l'ordre du jour de la conférence. " Ceux qui s'engagent contre la subvention du coton par le gouvernement américain devraient prendre du recul en se demandant ce que viennent chercher les Américains et leurs multinationales au Burkina Faso en matière de biotechnologie ".

Tenaillée entre les pressions américaines et le principe de précaution, l'Afrique peine à adopter une position claire

En dehors de l'Afrique du Sud qui en 2003 avait mis en culture environ 400 000 hectares en coton et maïs OGM, le continent africain était resté jusqu'ici officiellement quasiment vierge d'OGM. Elle subit cependant depuis quelques années d'insistantes pressions des Etats-Unis pour y conduire des essais ou pour y introduire des OGM par le canal de l'aide alimentaire. Le refus par la Zambie en 2002 de l'aide alimentaire sous forme de maïs d'OGM a permis de dévoiler les stratégies mises en place pour introduire les OGM en Afrique à l'insu des gouvernements et des populations africaines. Cette réaction de la Zambie avait attiré l'attention des Américains sur le fait que d'autres pays africains pourraient adopter une position similaire ou même aller plus loin en mettant en place des réglementations strictes sur le modèle de l'Union européenne sur l'étiquetage et la traçabilité des OGM.

Conscients de l'enjeu commercial futur que représente le continent africain pour les firmes biotechnologiques américaines, le gouvernement américain a développé un discours spécifique pour l'Afrique, cherchant à démontrer que les OGM sont des moyens de lutte contre la faim et la pauvreté.

Pour Alain Weil, membre du comité scientifique du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), les OGM peuvent " apporter beaucoup ", mais à des conditions précises. " Un des principaux risques, c'est qu'on force l'Afrique à accepter des produits qui n'ont pas été développés pour elle, et qui peuvent présenter des risques pour son écologie fragile, alors que ces pays sont mal armés pour les maîtriser ", observe-t-il. Aujourd'hui, la quasi-totalité des OGM (maïs, soja, coton) ont été fabriqués pour les pays industrialisés. 73% sont conçus par les sociétés de biotechnologie pour résister à leur propre herbicide, 8% intègrent à la fois la résistance à un herbicide et un insecticide.

La recherche intéressant l'Afrique est tout à fait marginale. Plus d'efforts sont faits pour améliorer le maïs que les différentes variétés de mil beaucoup plus consommées en Afrique de l'ouest. L'on peut s'interroger d'ailleurs sur les raisons qui font qu'on améliore un peu trop exclusivement le maïs au détriment de cultures locales mieux maîtrisées, avec plus de variétés, et correspondant mieux aux habitudes de consommation.

Il apparaît aujourd'hui que les brèches apparaissent et s'élargissent ici et là sous l'effet de la pression des Etats-Unis. En dépit du fait qu'ils ont dans leur quasi-totalité ratifié le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques, qui les autorise à mettre en place des cadres réglementaires pour la protection de leurs populations, de plus en plus de pays africains se sont lancés dans la voie de la biotechnologie. Il en est ainsi du Nigeria qui a signé en mai dernier un Mémorandum d'accord avec les Etats-Unis au terme duquel l'USAID verserait 2,1 millions de dollars sur trois ans pour appuyer un projet biotechnologique. (voir Passerelles synthèse mensuelle à : http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-05/inbrief.htm#2).

Le gouvernement américain satisfait et met en garde l'Europe

Le vice-ministre américain de l'Agriculture, John Penn, s'est déclaré " pleinement satisfait " des objectifs de la conférence sur les biotechnologies. Parlant de l'enjeu que représente les OGM dans les négociations multilatérales à l'OMC, le ministre américain a précisé que " tout rejet des produits issus de la biotechnologie est une violation des règles de l'OMC ", en faisant allusion d'une part à des informations d'après lesquelles l'Europe serait prête à refuser des produits transgéniques africains, et d'autre part au différend qui les oppose avec l'Union Européenne à propos du moratoire européen sur les OGM.

Les Etats-Unis tentent en effet d'éviter que l'attitude européenne ne serve d'exemple aux pays en développement qui pourraient refuser les OGM de peur de voir leurs exportations agricoles refusées sur le marché de l'Union qu'ils ont déjà beaucoup de mal à pénétrer.

Au-delà des initiatives américaines, les pays africains gagnerait à adopter une position claire sur les OGM, car le moratoire européen qui pouvait leur servir de rempart devrait prendre fin très prochainement. Actuellement, 18 OGM ont reçu une autorisation de vente dans l'Union Européenne et 19 autres attendent un agrément, la seule condition étant que la présence d'OGM dans les produits alimentaires ou le fourrage soit signalée à partir de 0,9 %, seuil en dessous duquel elle sera jugée accidentelle.

Sources : avec AFP ;

" De nouvelles études contredisent le rapport de la FAO et montrent que le coton génétiquement modifié BT ne bénéficie pas aux agriculteurs " www.grain.org

CNUCED XI : Plaidoyer Pour Un Commerce Au Service Du Développement Et La Coopération Sud-Sud

La Conférence des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) a tenu sa onzième session du 14 au 18 juin à Sao Paulo, métropole du sud-est du Brésil. L'ouverture de la conférence a été présidée par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan et le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva. La CNUCED qui se réunit tous les quatre ans a axé sa onzième session sur un appel à ses 192 membres pour " assumer la cohérence entre les visions nationales et internationales du commerce et du développement ". Une problématique à la fois pertinente et très actuelle quand on l'envisage sous l'angle des multiples enjeux qui traversent les négociations commerciales en cours à l'OMC. En effet, en l'absence d'avancées dans les pourparlers qui sont menées à l'OMC, dans le cadre de l'agenda de Doha pour le développement, et devant les pressions de plus en plus insistantes de la société civile mondiale dénonçant l'iniquité et l'asymétrie des relations commerciales, la CNUCED semble être perçue comme l'une des agences où s'exprime une réelle volonté de " mettre le commerce exclusivement au service du développement et de la lutte contre la pauvreté ".

C'est ce qui transparaît d'ailleurs dans la déclaration intitulée " l'esprit de Sao Paulo " qui, tout en appelant à l'accélération des négociations à l'OMC, insiste aussi sur le fait que le " développement doit être au centre du calendrier mondial ".

Mini sommet sur l'OMC : Des convergences qui se précisent sur les subventions à l'exportation

Les représentants au commerce des Etats-Unis, de l'Union Européenne, de l'Inde, d'Australie et du Brésil ont profité de leur présence à Sao Paulo pour tenir une réunion restreinte afin de rapprocher leurs positions et donner plus de substance aux consensus qui se sont dessinés à l'OMC au mois de mai sur les négociations agricoles notamment. Ils

ont ainsi confirmé leur engagement à réduire les subventions à l'exportation et à améliorer l'accès aux marchés, répondant ainsi aux demandes exprimées par leurs partenaires commerciaux et qui ont été à la base des blocages survenus dans les négociations depuis Cancun. Tout en reconnaissant qu'il reste encore beaucoup à faire, ils ont néanmoins, par la voix de Pascal Lamy, affirmé qu'ils en sont à la phase où il faut trouver des formules pour passer à la deuxième étape. " La décision politique existe: les supports à l'exportation doivent disparaître, le soutien interne qui conduit à la distorsion du commerce doit être réduit et l'accès aux marchés amélioré de façon significative. Mais maintenant, il faut mettre des chiffres, X,Y,Z et les chiffres ne viendront qu'à la fin des négociations fin juillet " a expliqué Lamy. Selon lui, la décision de traiter les trois sujets avec la même précision est très importante mais il y a encore " beaucoup à faire ".

Lamy a semblé d'ailleurs être sur la même longueur d'onde que son homologue Robert Zoellick, le représentant américain au commerce qui a estimé que la réunion s'est à un moment " opportun " et qu'il fallait voir maintenant " comment avancer sur les produits et services agricoles ", car c'est la " clé " pour débloquer les négociations et " faire quelque chose d'historique ". Aussi bien le Brésil, parlant au nom du G-20, que l'Inde ont reconnu qu'il y avait désormais suffisamment de convergence entre les pays pour amener les négociateurs à poursuivre et à approfondir le travail en utilisant les marges de manœuvre ainsi laissées par les ministres.

Un nouvel élan aux échanges Sud-Sud

Le secrétaire général de la CNUCED, Ruben Ricupero, a d'emblée mis l'accent sur le fait que le développement des échanges entre pays du " Sud " est un " défi colossal " mais plein d'avenir que tous devraient avoir pour objectif de relever. Selon Ricupero, les pays en développement, en particulier ceux qualifiés d'émergents, sont en train de jouer le rôle " de dynamo de l'économie mondiale ". Le commerce entre pays du Sud, qui représente 40% de leurs échanges extérieurs, est appelé à augmenter sous le double effet de la

stabilisation de la population des pays industrialisés qui va se stabiliser dans les prochaines années autour de 1, 2 milliard de personnes, et de l'augmentation de celle du Sud qui devrait passer de 5,5 à 6,4 milliards.

De plus, les économies d'Asie et du Pacifique, notamment la Chine, vont connaître une croissance moyenne de 6% par an lors de la prochaine décennie. Ce qui constitue un défi colossal mais aussi une opportunité pour renforcer la coopération commerciale entre pays du Sud. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a déclaré à ce propos que si les pays en développement arrivaient à baisser de 50% leurs taxes pour les échanges mutuels, ils gagneraient 15,5 milliards de dollars. Un argument que le président brésilien Lula a approfondi et traduit dans ce qu'il a appelé " la nouvelle géographie du commerce " qui a sans doute inspiré ceux qui voient dans la coopération sud-sud en matière de commerce un facteur essentiel de rééquilibrage du système multilatéral. Mais pour l'Afrique et les Pays les Moins Avancés (PMA), cette coopération ne sera réellement différente des relations d'interdépendance actuelles que si les grands pays en développement comme l'Inde, le Brésil ou la Chine renonçaient aux pratiques protectionnistes que décrie le président ougandais Yuweri Museveni. Si les faibles parts des exportations mondiales en provenance d'Afrique sont dues, d'après lui, aux barrières commerciales dressées par les pays occidentaux, il se trouve que ceux-ci sont aujourd'hui imités dans ces pratiques par des pays du sud, comme le Brésil, la Chine et l'Inde parmi d'autres.

Une situation que tente de corriger la CNUCED en parrainant la négociation de préférences commerciales mutuelles entre pays en développement. C'est d'ailleurs l'un des principaux résultats de la conférence qui a débouché sur le lancement d'un cycle de négociations de préférences commerciales entre 43 pays en voie de développement (PVD). Elle sera menée en parallèle aux négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et devraient permettre d'appliquer des préférences

commerciales à des pays en développement sans obligation de les appliquer à des pays riches.

Les pays du sud, qui auront deux ans pour adhérer au Cycle, ont l'intention de profiter du commerce croissant entre ces pays qui représente 12% du commerce mondial et dont la valeur a augmenté de 200% dans les années 90. Mais l'autre objectif de ce cycle est politique: profiter de l'actuelle conjoncture de relance des alliances entre pays en voie de développement (PVD) sur la scène internationale, encouragée par le Brésil. Le président Lula a déclaré dans ce sens que les PVD souhaitaient " une autre forme de relation " avec les pays riches, " c'est pourquoi nous devons avoir une force politique qui soit fondée sur une alliance des pays du sud "

Sources: avec AFP./ Déclaration de la société civile à la conférence de la CNUCED

Le G-8 Débat Du Commerce Et Du Développement

Les dirigeants du Groupe du Sommet du G-8 se sont réunis du 8 au 10 juin derniers, à Sea Island, dans l'Etat de Géorgie, aux Etats-Unis, à l'occasion de leur sommet annuel. Si le Sommet s'est largement concentré sur des questions de sécurité, les questions relatives au commerce et au développement ont également constitué une part importante des discussions. Les dirigeants du G-8 - Etats-Unis, Canada, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Russie et Italie - ont publié une déclaration sur le commerce, réaffirmant leur attachement à la Série de négociations de Doha et promettant " d'avancer de manière rapide " pour arriver à un accord cadre sur les questions clés, d'ici fin juillet de cette année. Pour mettre les discussions commerciales sur la bonne voie, ils ont identifié les priorités suivantes : une réduction des subventions agricoles et des obstacles à l'accès aux marchés ; l'ouverture accrue des marchés au commerce des marchandises ; l'accroissement des opportunités dans le domaine des services ; et la promotion des objectifs de développement. Le G-8

a également noté que le coton devrait être inclus dans les négociations agricoles. Il a encouragé l'expansion du commerce Sud-Sud, en mettant l'accent sur le fait que les pauvres ne devraient pas être laissés à la traîne.

Les présidents de l'Algérie, du Ghana, du Nigeria, du Sénégal, de l'Afrique du sud et de l'Ouganda ont également assisté à la réunion. A la suite des discussions avec le groupe de pays africains, le G-8 a décidé de lancer une nouvelle initiative intitulée " Ending the Cycle of Famine in the Horn of Africa, Raising Agricultural Productivity and Promoting Rural Development in Food Insecure Countries " - Mettre un terme au Cycle de la famine dans la Corne de l'Afrique, rehausser la productivité agricole et promouvoir le développement rural dans les pays n'ayant pas réalisé la sécurité alimentaire. Cette initiative détaillait une liste d'actions à entreprendre par les pays du G-8, notamment l'expansion du soutien au développement d'infrastructures rurales dans la Corne de l'Afrique (Ethiopie, Erythrée, Kenya, Somalie, Djibouti, Soudan et Ouganda). Le G-8 s'est engagé à fournir, au besoin, une assistance à l'Ethiopie dans ses négociations en vue de son adhésion à l'OMC, ainsi qu'une aide d'urgence, une aide alimentaire et non alimentaire à l'Ethiopie, à l'Erythrée, à la Somalie, et au Soudan. Les pays du G-8 ont également réaffirmé leur attachement à la pleine mise en œuvre et au financement de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) - lancée en 1996 par le FMI et la Banque mondiale - qui prévoit une action coordonnée de la communauté financière internationale visant à ramener à des niveaux soutenables le fardeau de la dette extérieure des pays pauvres les plus lourdement endettés.

D'autres questions ont été débattues lors du Sommet, notamment les réformes au Moyen-Orient, le conflit et la reconstruction en Irak, le développement d'un vaccin contre le VIH, et un débat sur une invitation des pays en développement enregistrant la croissance la plus rapide au monde, à savoir l'Inde et la Chine, à la prochaine réunion du G-8.

L'UE Vers Une Modification De Son Régime D'Importation De La Banane

La Commission Européenne a annoncé, le 2 juin dernier, qu'elle démarrerait sous peu des négociations pour modifier le régime européen actuel d'importation de la banane. Le commissaire européen à l'agriculture, Franz Fischler, a déclaré : " Nous passons à présent à la phase finale de notre accord et nous sommes en train de remplacer le système de contingents complexe par un système tarifaire simple. Ce qui changera, ce sera le régime d'importation, non le niveau de protection. Si nos Etats Membres en conviennent, la Commission négociera un niveau tarifaire adéquat. Il nous faudra faire la quadrature du cercle pour préserver les intérêts parfois conflictuels de nos clients, de nos producteurs et de nos partenaires commerciaux. " Le passage à un système uniquement tarifaire devrait se faire au plus tard en 2006 et règlera un différend de longue date à l'OMC avec les Etats-Unis et l'Equateur, l'UE ayant convenu, en avril 2001, d'introduire un régime uniquement tarifaire.

Priorité aux producteurs des ACP et de l'UE

Le commissaire européen au commerce, Pascal Lamy, a ajouté que l'UE envoyait un message clair: Bien qu'elle respecte ses engagements aux fins de l'OMC, la Communauté continuera de prêter attention à la situation des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et de préserver les intérêts des producteurs européens. " La Commission examinera les moyens appropriés de prendre en compte leur situation spécifique, y compris un accès préférentiel pour les produits ACP et cherchera à maintenir, pour les pays ACP, un niveau de préférence équivalent à celui offert par l'Europe élargie à 25. " Les pays ACP en tant que groupe sont fortement tributaires des exportations de bananes, mais ont des difficultés à soutenir la concurrence avec les bananes des vastes exploitations agricoles d'Amérique latine - dont une majeure partie appartient et est exploitée par des sociétés fruitières américaines telles que Chiquita et Del Monte. Les 25 Etats Membres de l'UE importent actuellement 3,4 de millions tonnes

métriques par an et depuis le 1 janvier 2002, l'importation de bananes dans l'UE est effectuée à travers des licences d'importation délivrées sur la base des échanges antérieurs. Actuellement, deux tiers du commerce de la banane se fait avec les pays latino-américains, tenus de payer des droits de 75 dollars par tonne. Sept cent cinquante mille tonnes de bananes sont importées des pays ACP en franchise de droits.

Conséquence de la hausse des droits de douane

Avant la mise en place du nouveau niveau tarifaire pour les bananes entrant dans l'UE, les conséquences et les incidences de différents producteurs seront examinés. Un certain nombre de pays ont fait part de leur inquiétude. Une étude récente intitulée " EU Banana Drama : Not Over Yet ", - Le drame de la banane dans l'UE : pas encore terminé - du CIE (Centre for International Economics) - a conclu que les pays latino-américains pourraient perdre une part de marché si le tarif était rehaussé à plus de 75 dollars la tonne, le taux de droit qui leur est actuellement appliqué. " C'est seulement à un taux de 40 Euros par tonne métrique ou moins que l'UE peut offrir la garantie à 95% que l'accès aux marchés sera préservé comme requis ... L'autre résultat - un droit élevé - aura des coûts énormes ... Le point de savoir comment éviter ces coûts sera probablement une question commerciale majeure au cours des 18 prochains mois ", selon le rapport du CIE. Toujours selon le rapport, l'UE envisageait un taux qui doublerait ou même triplerait le taux dont les pays latino-américains doivent s'acquitter, ajoutant à la tension entre les groupes.

Lors d'une réunion de la Commission Européenne, le 2 juin, plusieurs commissaires ont souligné le fait que le taux de droit affecterait également les paiements compensatoires, des paiements versés aux producteurs européens pour compenser la différence entre le prix de marché des bananes dans l'UE et les coûts régionaux de production et de transport pour l'UE. Plus le droit est faible, plus le prix probable sur le marché serait faible et plus le paiement compensatoire potentiel serait élevé. Les Etats membres de l'UE sont également divisés en leur sein. Les nouveaux membres d'Europe de

l'est et des Etats du Nord tels que la Suède et le Royaume-Uni sont favorables à une baisse des droits de douane. D'autres Membres tels que la France préférant une hausse des droits. Bien que l'UE n'ait pas révélé les niveaux tarifaires qu'elle imposerait, deux sources du secteur privé ont prédit que l'Union commencerait des demandes de 180 à 220 Euros par tonne métrique pour les bananes latino-américaines, pour des raisons de politique intérieure.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

EVENEMENTS A L'OMC

Juin, OMC, Genève: Organe d'examen des politiques commerciales - Bénin/Burkina Faso/Mali

2 juillet, OMC, Genève, Conseil du commerce des services, session spéciale ; WTO/AIR/2345

2 juillet, OMC, Genève, Comité sur l'accès aux marchés, WTO/AIR/2346

5 juillet, OMC, Genève, Conseil du commerce des marchandises, WTO/AIR/2352

6 juillet, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, WTO/AIR/2351

12 - 13 juillet, OMC, Genève, Groupe de négociation sur les règles

14 - 15 juillet, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

19 juillet, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement, session spéciale

20 juillet, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

27-28 juillet, OMC, Genève, Conseil Général

Evènements d'ailleurs

6-8 Juillet, Addis Abeba, Ethiopie: Sommet de L'Union Africaine 2004. 3e Session Ordinaire, contact +215-1-517-700; fax: +215-1-517-844; e-mail: webmaster@africa-union.org; Internet: <http://www.africa-union.org>

7 - 9 juillet, Port Louis, Ile Maurice, Forum global des PMA, Contact: Cosmas Zavazava, Head, LDC Unit, Télécommunications Développement Bureau, ITU, Téléphone: 41-22-730-5447, Email: cosmas.zavazava@itu.int, Web Site: <http://www.itu.int/ITU-D/ldc/events.html>

10-12 Juillet, Beijing, Chine : Symposium International à Propos De Sciences & Technologies Agricole Tél: +1-515-245-3783; fax: +1-515-245-3785; e-mail: wfp@worldfoodprize.org; Internet: <http://www.worldfoodprize.org/chinaconference.htm>

12 -16 Juillet, Genève, Suisse: 24ème Session du groupe de travail sur le protocole de Montréal : +254-2-62-3850; fax: +254-2-62-3601; e-mail: ozoneinfo@unep.org; Internet: <http://www.unep.org/ozone/>

19-22 Juillet,, Londres, UK: Taking Forward the World Trade Negotiations .Tél: +44-1903-817728; fax: +44-1903-814217; email: susan.linfield@wiltonpark.org.uk; Internet: <http://www.wiltonpark.org.uk/web/welcome.html>

25-30 Juillet, Trondheim, Norvège: XI Congrès mondial de sociologie rurale. Mark Shucksmith, ESRS, tel: +44-1224-273-901; fax: +44-1224-273-902; e-mail: IRSA@abdn.ac.uk; Internet: <http://www.irsa-world.org/XI/>

10 août , Arusha, Tanzanie, Symposium mondial sur Genre et Foresterie, Contact: Merete Furuberg, Hedmark University College, Evenstad, 2480 Koppang, Norvège, Téléphone: 47-90-163092 , Fax: 47-62-945753, Email:

merete.furuberg@hedmark-f.kommune.no ,
Web Site:
http://www.cifor.cgiar.org/docs/_ref/publications/newsonline/35/event.htm

2- 7 août , Pamplona, Espagne, Atelier sur la Justice Internationale : Avantage pour les Pays en voie de développement. Contact: Dr. Doris Schroedere-mail dschroeder@uclan.ac.uk, website <http://www.scidev.net/events/index.cfm?fuseaction=readevents&item...>
<http://issei2004.haifa.ac.il/Schroeder,%20Doris.htm>)

16 - 20 août 2004, Pretoria, Afrique du Sud, Agricultural Input Regulatory Systems , Organisation(s): IFDC,(Contact: tel. 256-381-6600, fax 256-381-7408, e-mail hrd@ifdc.org, website <http://www.ifdc.org>)

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En Français

Accords de Partenariat Économique - Note de Synthèse Les négociations commerciales UE-ACP après l'accord de Cotonou. De CTA Agritrade, 2003. A consulter à :
http://agritrade.cta.int/postcotonou/executive_brief_fr.htm

Banque Africaine de développement (BAD) ; Rapport sur le développement en Afrique 2004 : l'Afrique dans les échanges mondiaux.
<http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782717848397/livre-rapport-sur-le-developpement-en-afrique-2004.php>

Gérard Marie Henry, " 100 questions sur la Mondialisation ", Vuibert 2004, 190 pages.<http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782844723116/livre-100-questions-sur-la-mondialisation.php>

Nasser Mansouri-Guilani ; " La mondialisation à l'usage des citoyens ", Les éditions l'atelier, 2004, 414 pages. S'appuyant sur plusieurs années de travail, de recherche, d'échanges et de dialogue avec chercheurs, universitaires, militants politiques et syndicaux en France et à l'étranger, l'auteur propose de répondre à ces questions dans un langage accessible. Il illustre les mécanismes actuels de la mondialisation à l'aide de nombreux exemples et d'études de cas. Ces clés de compréhension apportent des outils indispensables à tout citoyen pour participer activement à la construction d'une alternative, fondée sur la coopération et la solidarité, et non sur une guerre économique sans fin.
<http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782708237391/livre-la-mondialisation-a-l-usage-des-citoyens.php>

OCDE, Perspectives agricoles de l'Ocde 2004 - 2013 présente une évaluation des tendances et perspectives qui marqueront à moyen terme les principaux marchés des produits agricoles des pays Membres de l'OCDE . Il se place dans le contexte d'une économie mondiale sur la voie du redressement, dans laquelle les politiques agricoles des pays de l'OCDE sont sensibles aux changements qui affectent l'Union européenne, que ce soit la réforme de la PAC en 2003 ou l'élargissement de l'Union, ainsi qu'aux différentes mesures prises au titre de la Loi agricole des États-Unis de 2002.
http://www.oecd.org/document/42/0,2340,fr_2649_201185_32034794_119660_1_1_1,00.html

Olivier Blin, " L'Organisation mondiale du commerce ", Ellipse 2004, 123 pages. Comment concevoir une mondialisation plus équilibrée et plus équitablement partagée ? Quels sont les dossiers à l'ordre du jour du Cycle du développement lancé en novembre 2001 ? Pourquoi l'OMC est-elle parfois qualifiée de

"juridiction mondiale des échanges" ? Quelles sont les pistes de réforme du fonctionnement 3 de l'OMC actuellement à l'étude ? Voici quelques-unes des questions abordées dans la deuxième édition refondue de cet ouvrage consacré à une approche juridique de l'OMC, permettant de s'interroger plus largement sur les enjeux de la mondialisation et de la gouvernance mondiale.

<http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782729819002/livre-l-organisation-mondiale-du-commerce.php>

Rainelli Michel, " L'Organisation mondiale du commerce ", La découverte 2004. L'auteur de ce livre analyse les causes des difficultés rencontrées par le GATT et les résultats des négociations de l'Uruguay Round qui ont donné naissance à l'OMC. Il présente les règles de fonctionnement et les structures de l'OMC, et montre que les nouvelles institutions ne garantissent pas l'adoption du libre-échange aujourd'hui.

<http://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/9782707142238/livre-l-organisation-mondiale-du-commerce.php>

En Anglais

A HANDBOOK ON THE WTO DISPUTE SETTLEMENT SYSTEM, ce guide a été élaboré par le Secrétariat de l'OMC pour expliquer les pratiques qui sont apparues dans le cadre du fonctionnement du système de règlement des différends de l'OMC depuis son entrée en vigueur le 1er janvier 1995. Son contenu détaillé sera utile aux spécialistes ainsi qu'à ceux qui souhaitent acquérir une connaissance de base du système de règlement des différends.

https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto_index_boutique.asp?language=F

A HANDBOOK OF ANTI-DUMPING INVESTIGATIONS , Ce manuel unique élaboré par des spécialistes du Secrétariat de l'OMC couvre les principales questions qui se posent lors des enquêtes antidumping comme elles sont incorporées dans les dispositions pertinentes de l'OMC. Il fournit des explications qui aident à mieux comprendre les subtilités des procédures antidumping. Ce livre intéressera tous ceux qui

travaillent avec les questions antidumping et les questions connexes dans le cadre du commerce international.

https://secure.vtx.ch/shop/boutiques/wto_index_boutique.asp?language=F

INVESTMENT AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT: A GUIDE TO THE USE AND POTENTIAL OF INTERNATIONAL INVESTMENT AGREEMENTS.

By the International Institute for Sustainable Development (June 2004). This new book offers an overview of the features, as well as some of the shortcomings, of international investment agreements. It argues that the agreements should be designed so as to promote sustainable development through foreign investment. Copies are available in PDF-form for free download at <http://www.iisd.org/publications/publication.asp?pn=627>

THE WTO AND THE MULTILATERAL TRADING SYSTEM: PAST, PRESENT AND FUTURE.

By Bhagirath Lal Das (Zed Books, May 2004). This book charts the evolution of the multilateral trading system and explores the future outlook for the World Trade Organisation (WTO). Bhagirath Lal argues that GATT/WTO has traditionally been used by the major industrial nations to pursue their own economic and political interests, at the expense of Third World development. This book also traces the links between these deficiencies and the WTO's decision-making processes, which is seen to be dominated by developed country members. For further information see: <http://zedweb.cybergecko.net/cgi-raw/a.cgi?1%2084277%20480%208>

TOWARDS A FAIR DEAL FOR MIGRANT WORKERS IN THE GLOBAL ECONOMY.

By the International Labour Office (ILO, June 2004). In practically every region, the rising mobility of people in their search for decent work and human security has been commanding the attention of policy-makers. The issue has prompted dialogues on how to improve multilateral cooperation to better manage the flows, in the

interest of protecting human rights, maximising migration's contribution to growth and development, and preventing clandestine flows and trafficking. This report has been prepared with these issues in mind. It links the ILO's concerns with other recent initiatives in the field, incorporates new research and data, and synthesises the lessons that can be drawn from the experience of both origin and host countries in seeking to manage migration to improve the treatment and conditions of migrant workers and members of their families. For further information and to access the report, see <http://www.ilo.org/public/english/standards/relm/ilc/ilc92/pdf/rep-vi.pdf>

"Dirty Tariffication Revisited: The EU and Sugar". By Alan Swinbank in the **ESTEY CENTRE JOURNAL OF INTERNATIONAL TRADE LAW AND POLICY**, Vol. 5, Nr 1 (2004). Some commentators have claimed that a number of countries, including the EU, engaged in "dirty tariffication" during the Uruguay Round of trade talks. This article examines the EU's record on sugar and finds little evidence to substantiate the claim. However, world prices increased between the base period (1986-88) and the date of implementation (1995), and so tariffication resulted in an increase in the tax that would have been charged on sugar imports into the EU. As well, the Special Safeguard provisions meant that a substantial additional levy could be charged. To access the report, see <http://www.esteyjournal.com>

HOW TO LOBBY AT

INTERGOVERNMENTAL MEETINGS. By Felix Dodds and Michael Strauss (Earthscan, March 2004). Organisations spend considerable resources taking staff to international meetings, often without understanding how these meetings work. This book is a unique guide on how to participate and be heard at intergovernmental meetings, whether as a stakeholder or a government official. It contains a wealth of essential reference material including tips for navigating the intergovernmental hot spots of New York and Geneva, lists of UN commissions, conferences and permanent missions, contact

details of key international organisations, NGOs and stakeholder groups and useful web addresses. For further information see <http://www.earthscan.co.uk/asp/bookdetails.asp?key=4063>

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)